

## RAIS MORSI, L'AVION TURC ET LE PLAN AMÉRICAIN

## Bruxelles et les réglages cairotes

**Président islamiste en Égypte, avion turc abattu par Damas et d'autres combines encore. «Je ne puis penser que cette horloge existe et n'ait point d'horloger» (Voltaire). Exactement.**

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Chaque jour apporte des éléments nouveaux de réponse à l'embrouillamini pro-oriental. Hier, deux marqueurs. Les Frères musulmans prennent la présidence en Égypte et la Turquie en appelle à l'Otan pour châtier la Syrie.

Pour le plan anti-Damas, l'avion abattu en zones maritimes syriennes est-il le signe apparent que l'opération débarquement Assad a sonné ? Peut-être. Il est prématuré de s'engager par l'affirmative, mais un faisceau de situations créées autour de la situation syrienne laisse à le penser.

Comment le bloc d'intérêts anti-Assad compte-t-il opérer pour contourner le refus catégorique de la Russie et de la Chine d'utiliser l'Onu pour une expédition punitive ? L'affaire de l'avion turc et son traitement dans les prochains jours indiqueront des

pistes. Retour sur le Caire. Selon Bruxelles, où ce ne sont ni les ballons-sondes, ni les gorges-profondes, ni les confidences, ni les informations qui marquent, c'est Washington et uniquement Washington qui a contraint les militaires égyptiens à valider l'élection de Mohamed Morsi. Hilary Clinton a bataillé dur et ferme pour amener le président Obama sur cette ligne stratégique. Pourquoi les Américains soutiennent-ils une transition en Égypte dirigée par les Frères musulmans ? Quels sont les arrangements passés entre la confrérie et les centrales du renseignement et de la sécurité américaine ? Quels gages ont été donnés à Israël et comment les Ikhwa ont-ils passer la pilule à leur base ? Ce sont là les questions auxquelles seul le futur et les pratiques du pouvoir à venir



Mohamed Morsi, président islamiste en égyptien.

répondront. Ce qui est à acter est déjà riche en enseignements. Pour les Américains, l'armée égyptienne — le verrou Moubarak imposé — ne présente plus des garanties pérennes comme du temps jadis. D'essence nassérienne, patriotique et dont beau-

coup d'officiers ne gobent pas leurs humiliations par la dynastie Moubarak, notamment par Ala, le régent du dictateur déchu, la caserne d'Égypte n'est plus rassurante. Les Américains, du moins la ligne H. Clinton, lui ont ajouté les Frères pour l'équilibre.

Les liens entre Harakat el Ikhwa et l'Amérique ne datent pas d'hier. Ils remontent à loin, au temps où les Anglais, créateurs devant l'Eternel de la confrérie, ont passé la main aux nouveaux maîtres du monde pour la gestion du dossier Égypte. Les Frères musulmans, les frères Qotb, Hassan El Banna et les autres ont loyalement servi contre Nassar, contre le socialisme, l'URSS, les idées de progrès et d'émancipation.

Le L.I.A estimant, à juste titre, que El Ikhwane ne constituent pas un grave danger pour les intérêts américains dans la région. L'alliance stratégique et historique sert toujours d'analyse pour les événements actuels. Un président islamiste en Égypte sera, d'emblée, un pion essentiel dans le processus du démantèlement de Bachar Al Assad. D'où l'affaire de l'avion turc et tant d'autres combines encore.

«Je ne puis penser que cette horloge existe et n'ait point d'horloger (Voltaire)». C'est vrai. Totalement vrai.

A. M.

## TUNISIE

## Crise au sommet de l'État après l'extradition de Mahmoudi

La décision du chef du gouvernement tunisien Hamadi Jebali d'extraire dimanche vers la Libye l'ex-Premier ministre libyen Mahmoudi a déclenché une crise sans précédent avec le président de la République Moncef Marzouki, furieux de ne pas avoir été consulté. L'extradition dimanche à l'aube de M. Mahmoudi, sur ordre du chef du gouvernement, a sonné comme un véritable camouflet pour le président Marzouki, qui s'est bâti en des décennies d'opposition à Ben Ali une image de farouche défenseur des droits de l'homme. Le président tunisien avait fait savoir publiquement début juin son «opposition de principe» à toute extradition avant les prochaines élections en Libye. Il se trouvait dans le sud du pays pour des commémorations avec l'armée lorsque M. Mahmoudi a été extradé. Il n'a pas signé le décret d'extradition. Et il a appris la nouvelle par la presse, de l'aveu même de son conseiller.

La violence de la réaction a été à la hauteur de l'humiliation : la présidence a publié dimanche soir un communiqué extrêmement virulent, dénonçant une extradition «illégitime» qui «ternit l'image de la Tunisie dans le monde», et rendant M. Jebali «responsable» de tout ce qui pourrait arriver à l'ex-Premier ministre libyen. La présidence de la République tunisienne a été informée de l'extradition, a rétorqué hier lundi le porte-parole du gouvernement Samir Dilou, se gardant toutefois de préciser si c'était avant ou après l'extradition. C'est la première fois depuis leur installation en décembre dernier que la présidence et le gouvernement affichent aussi crûment leurs divergences. L'affaire illustre la fragilité de l'attelage au sommet de l'État et la prééminence du parti islamiste Ennahda sur ses deux alliés de circonstance : le parti de gauche nationaliste CPR (Congrès pour la république), dont est issu M. Marzouki, et le parti de gauche Ettakatol, dont le leader Mustapha Ben Jaâfar préside l'Assemblée.

Elle illustre aussi la faiblesse des prérogatives du président de la République, cruellement surnommé «tartour» (en arabe : personnage insignifiant, de décor) sur les réseaux sociaux tunisiens. «L'extradition de M. Mahmoudi concerne la politique étrangère de la Tunisie et ce domaine fait partie des prérogatives de la présidence», a souligné le palais de Carthage dans son communiqué dimanche soir. Mais M. Jebali avait déjà affirmé début juin que l'extradition était une décision de justice qui pouvait se passer de la signature du président de la République. Lundi, les bureaux politiques des trois alliés de la «troïka» au pouvoir devaient se réunir pour examiner l'affaire, que la présidence a annoncé vouloir porter devant l'Assemblée constituante. Mais déjà le ton était à l'apaisement, notamment au sein du parti de M. Marzouki. «Il y a un malentendu qu'il ne faut pas exagérer», a déclaré à l'AFP un élu du CPR, Abdelwahab Maâtta. «A-t-on vraiment intérêt dans la situation actuelle du pays de déclencher une crise ?

Le président a raison d'être en colère, mais il faut encaisser cette foisci et préserver la troïka», a-t-il ajouté. «N'envenimons pas la situation», a pour sa part déclaré à l'AFP le porte-parole d'Ennahda, Nejib Gharbi, qui a toutefois lâché : «Je ne pense pas que la troïka soit menacée. C'est une alliance stratégique.» Pour le politologue Ahmed Manai, l'affaire laissera des traces mais ne devrait pas faire exploser l'alliance au sommet de l'État. «C'est principalement Moncef Marzouki et son image dans le pays qui en pâtiront. Il sait qu'il doit tout à Ennahda, que son avenir politique en dépend et qu'il ne peut se la mettre à dos», a-t-il estimé.

## SYRIE

## Le F-4 turc abattu testait pour l'Otan la défense antiaérienne syrienne

**Le F-4 Phantom turc abattu vendredi testait la défense antiaérienne syrienne pour le compte de l'Otan et sa destruction a montré l'efficacité des systèmes russes dont est équipée la Syrie, estimaient des experts spécialisés russes cités hier par l'agence d'Etat Ria Novosti.**

L'incident, survenu selon Ankara alors que l'appareil effectuait une mission d'entraînement au-dessus des eaux internationales, et selon Damas alors qu'il avait violé l'espace aérien syrien, a causé un accès de tension entre les deux pays, et doit être au centre aujourd'hui d'une réunion de l'Otan dont la Turquie est membre.

L'agence Ria Novosti affirme de son côté, citant l'expert Saïd Aminov, que le vol visait «selon toute probabilité à tester les systèmes de DCA syriens dans le but de mettre au jour ses éléments». «L'avion volait à basse altitude, et c'est un des éléments-clés de la violation de tout système de défense antiaérienne», ajoute Ria Novosti, citant M. Aminov, qui dirige le site spécialisé «Vestnik PVO» (Les nouvelles de la DCA).

Une opinion partagée selon Ria Novosti par l'expert russe Igor Korotchenko, du Centre d'analyse des ventes d'armes internationales.

Le but probable de la mission était «de forcer les moyens de visée des batteries syriennes à se déclencher, d'activer les stations radar, et peut-être de provoquer leur basculement en régime de combat», indique l'agence, citant M. Korotchenko. «La Turquie est membre de l'Otan, où se pratique l'échange de données de reconnaissance avec les autres membres de l'alliance, et mène une activité

de renseignement radio-électronique active autour de la Syrie», ajoute Ria Novosti citant cet expert.

L'incident «témoigne de l'efficacité de la DCA syrienne, dont la base est constituée de batteries de moyenne portée de production russe Buk-M2E, Petchora-2M et de systèmes de DCA Pantsir-S1», poursuit par ailleurs l'agence, citant Saïd Aminov. La Russie, alliée de longue date de Damas, a confirmé la semaine dernière continuer de lui livrer, outre des hélicoptères de combat après réparation, des moyens de défense anti-aérienne. Moscou a souligné que ces armements ne pouvaient être utilisés que contre «une agression extérieure».

## Un général syrien fait défection et passe en Turquie

Un général syrien et deux colonels ont fait défection et sont passés en Turquie dans la nuit de dimanche à lundi, a annoncé l'agence de presse Anatolie, ce qui porte à 13 le nombre de défections de généraux syriens sur le sol turc. Le général, dont l'agence n'a pas précisé l'identité ni les fonctions, est entré en Turquie par la province de Hatay (sud) en compagnie de deux colonels et 30 autres soldats ainsi que leurs familles, soit au total un groupe de 196 personnes comptant de nombreuses femmes et enfants, selon Anatolie. Un autre groupe

de 28 civils, pour la plupart des femmes et des enfants, est entré en Turquie et a été accueilli au camp de Sanliurfa, près de la frontière, selon Anatolie. Les déserteurs et leurs familles sont eux hébergés dans le camp d'Apaydin, dans la province de Hatay, réservé aux militaires déserteurs. Ce camp est strictement interdit à la presse. Les différents camps turcs de réfugiés des provinces de Hatay, Gaziantep, Sanliurfa et Kilis accueillent actuellement 33 079 Syriens ayant fui les violences dans leur pays, selon un décompte publié hier par la Direction des situations de crise (AFAD). Le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Selçuk Ünal, avait établi vendredi à 12 le nombre de généraux syriens réfugiés en Turquie.

La Turquie, jadis alliée politique et économique de la Syrie, a coupé les ponts avec le régime du président Bachar Al-Assad, pour protester contre la répression des mouvements d'opposition dans ce pays. Elle héberge dans le sud du pays les dirigeants de l'Armée syrienne libre (ASL), fondée par des déserteurs de l'armée régulière syrienne, et accueille régulièrement les réunions du Conseil national syrien (CNS), la principale plate-forme de l'opposition syrienne.

Le New York Times a affirmé jeudi que la CIA contrôle des livraisons d'armes aux rebelles syriens par la frontière turque, pour s'assurer notamment qu'elles ne tombent pas entre les mains de combattants du réseau Al-Qaïda.